

Vous avez imprimé cette page depuis L'Obs.
L'Obs, actualité du jour en direct — <http://nouvelobs.com>

Syrie : "A l'ONU, les Etats-Unis ont laissé la part belle à la Russie"



La Russie et la Chine ont opposé leur veto, lundi au Conseil de sécurité, à une résolution demandant une trêve de sept jours à Alep. Célhia de Lavarène, journaliste et ancienne employée des Nations unies, n'est pas tendre avec l'institution. Interview.

Il n'y aura pas de répit pour les habitants d'Alep. Pour la sixième fois en six ans de conflit, la Russie a bloqué lundi 5 décembre une résolution du Conseil de sécurité pour une trêve de sept jours, anéantissant la minuscule lueur d'espoir de voir les habitants de la ville martyre respirer. Les réunions d'urgence et les tentatives de résolution à l'ONU se sont enchaînées, sans illusion, sans résultats. "Ce Conseil a été totalement incapable d'agir", avait reconnu l'ambassadeur britannique des Nations

unies, Matthew Rycroft, il y a quelques jours, conscient que le blocage des Russes empêcherait toute avancée.

Célie de Lavarène, journaliste, a longtemps travaillé pour l'ONU. Dans son livre "les Etoiles avaient déserté le ciel" (Editions Balland), elle y décrit une institution déconnectée de la réalité du terrain et ne se fait pas d'illusions sur la possibilité d'une solution onusienne. Elle livre à "l'Obs" son regard sur la Syrie, "drame le plus infernal qui soit" que l'ONU, comme tant d'autres conflits, n'a pas réussi à régler.

La semaine dernière, plus de 200 ONG ont, dans un appel, dénoncé la paralysie du Conseil de sécurité de l'ONU et l'ont accusé d'avoir "laissé tomber les Syriens". Ces derniers ont rebaptisé les Nations unies "United Nothing" ... Y a-t-il une responsabilité collective face au conflit en Syrie ?

Tout à fait. Il n'y a pas de consensus sur le sujet au sein du Conseil de sécurité pour la bonne raison que la Russie est partie prenante, arme le régime de Bachar al-As-sad et qu'elle a un droit de veto. Qu'elle que soit la résolution qui sera mise sur la table, il y aura ce veto russe. On est totalement bloqué. Rien ne peut se faire. C'est le serpent qui se mord la queue. Les Etats-Unis se sont complètement désintéressés du sujet. Ils ont laissé la part belle à la Russie. Chacun des pays du Conseil de sécurité rejette la faute sur l'autre. C'est facile. Personne n'a vraiment envie d'envoyer des gens sur le terrain. Alors oui, on peut dire qu'il y a une responsabilité collective du Conseil parce que quand il décide d'agir il sait agir.

Ces ONG, emboîtant le pas à une proposition du Canada, ont demandé que l'Assemblée générale de l'ONU se saisisse du dossier syrien pour remédier à la paralysie du Conseil de sécurité. Cela peut-il faire avancer les choses ?

C'est sympathique comme idée mais les ONG ne connaissent pas l'ONU ! Elles devraient lire la charte avant de faire une proposition aussi inefficace. Aucune des résolutions qui seraient votées par l'Assemblée générale n'est contraignante [*l'Assemblée générale peut outrepasser le blocage du Conseil par une procédure dite*

"d'union pour le maintien de la paix", NDLR]. Seul le Conseil de sécurité a toute latitude pour voter des résolutions contraignantes. Même les diplomates le reconnaissent. C'est une façon de se débarrasser d'un problème encombrant et de le mettre sur le dos de l'Assemblée générale.

Admettons que cela puisse exercer un poids diplomatique : seuls 74 pays sur 193 se sont déclarés favorable à ce projet. On ne pourra jamais faire tomber d'accord les pays restants, parmi lesquels se trouvent la Russie et ses alliés. C'est beaucoup de bruit pour rien.

La France estime que le veto du Conseil de sécurité devrait être "moralisé" et ne pas être utilisé dans les cas d'atrocités de masse... Est-ce possible ?

Soyons raisonnables encore une fois : cela peut être une solution seulement si les autres sont d'accord. Comment voulez-vous que la Russie vote contre elle-même ? Ce n'est pas possible.

Depuis quelques années, de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer une réforme de l'ONU. Le faut-il ?

Oui, il faudrait rééquilibrer cette institution, qu'elle soit plus en phase avec les réalités du monde d'aujourd'hui. Les pays d'hier qui n'avaient pas de pouvoir sont devenus des pays émergents sans que leur poids à l'ONU n'en soit accru. Mais ce n'est pas demain que va advenir une réforme. Parmi les 193 pays que compte l'ONU, tout le monde n'a pas envie de changements : certains ont des intérêts propres qui passent avant ceux des peuples.

Si l'on décidait par exemple que les pays qui fournissent des troupes de maintien de la paix punissent les soldats qui se sont mal conduits, qui ont propagé le choléra à Haïti ou le sida au Libéria, peu seraient d'accord. Peut-on encore accepter que des soldats qui se foutent éperdument des droits de l'Homme et des droits des Femmes soient envoyés en mission ? Si publiquement chaque pays dit vouloir une réforme, personne ne la souhaite vraiment.

Les ambitions de l'ONU rédigées au sortir de la Seconde Guerre mondiale sont réduites à peau de chagrin, l'exemple de la Syrie en est la preuve. L'objectif de l'ONU de ramener la paix dans le monde est-il une utopie ?

Il y a un repli identitaire qui fait que les problèmes de certains pays n'intéressent plus. Mais cela ne date pas d'hier ! Il y a eu deux millions de morts au Cambodge, un génocide au Rwanda... Cette institution qui avait été créée pour empêcher les guerres et les génocides est caduque. Il faudrait qu'elle modifie sa façon de fonctionner. A l'origine, il n'y avait pas autant de pays. Aujourd'hui, on a 193 pays et autant de façons de concevoir la paix et les droits de l'Homme.

Pour sortir de cette torpeur, Antonio Guterres qui succédera à Ban Ki-Moon le 1er janvier comme secrétaire général, fait l'unanimité. Sera-t-il l'homme providentiel ?

Ce n'est même pas pensable. J'ai beaucoup de respect pour lui. Comme d'autres, j'ai salué sa nomination. Antonio Guterres a beaucoup plus de caractère qu'un autre - bien plus que Ban Ki-Moon qui n'a strictement rien fait sinon voyager - mais il ne pourra pas mener à bien des réformes sans que le Conseil de sécurité ne le lui demande. Le secrétaire général ne fait que représenter l'ONU, il a 193 patrons. Par ailleurs, il a été nommé à un moment où l'on pensait qu'Hillary Clinton allait succéder à Barack Obama. C'est finalement un républicain, un cinglé de surcroît, qui sera le prochain président américain. Or ce sont les Etats-Unis qui mènent le bal à l'ONU. Les diplomates en poste sont inquiets.

Dans votre livre, vous n'êtes pas tendre avec les membres de cette institution. Vous dîtes en parlant de certains fonctionnaires de l'ONU : "Pour ceux-là, l'ONU c'est le club Med. Non pas une machine à faire la paix, mais une machine à gagner du fric avec ostentation." Vous décrivez des réunions sans fin qui ne servent à rien, des missions jamais très claires, vous dénoncez des membres de l'ONU et des Casques bleus coupables de crimes et de viols... Comment cette impunité est-elle possible ?

On ne peut pas dire que tous les membres de l'ONU que j'ai croisés étaient des salopards. Mais c'est vrai, quand j'ai effectué ma première mission, j'ai vu que beaucoup se comportaient comme des monstres. Ils arrivaient dans les pays où ils étaient affectés sans savoir ce qu'ils étaient venus faire. La seule chose qu'ils savaient, c'est qu'ils allaient gagner pas mal de fric et qu'ils allaient pouvoir en profiter. Il y a comme une impunité diplomatique. A partir du moment où vous faites partie du personnel d'une mission de l'ONU, vous êtes protégé par l'immunité diplomatique qui ne peut être levée que par le secrétaire général. Ce qui arrive très rarement. Alors les crétins, qui se sentent protégés, violent, volent, se conduisent comme des porcs en sachant qu'ils ne seront jamais poursuivis.

N'y a-t-il rien ni personne pour contrôler, pour dénoncer ?

Non et c'est bien le drame de l'ONU. Il n'y a pas de juridiction supérieure qui déciderait de faire passer devant le tribunal les auteurs de crimes. La plupart du temps, ceux qui se conduisent très mal sont exfiltrés sur une autre mission.



Des malades atteints du choléra sont soignés à l'hôpital Saint Antoine, le 22 octobre 2016 à Jérémie, en Haïti. (AFP)

Ban Ki-Moon s'est s'excusé, il y a quelques jours, sur la responsabilité des Casques bleus dans la propagation du choléra à Haïti, après six ans de silence. A quel niveau se passe ce silence ?

Au niveau le plus élevé : dans le bureau du secrétaire général. Quand je suis rentrée d'une mission au Cambodge, j'ai écrit un sujet sur ce que j'avais vu pour "Jeune Afrique". J'avais dénoncé le gaspillage financier de cette mission et le tourisme sexuel pratiqué par des membres de l'ONU. J'ai reçu aussitôt un appel de l'assistance du secrétaire général, à l'époque Boutros Boutros-Ghali, me faisant savoir que son patron ne souhaitait plus me voir partir en mission. Si on veut garder son travail, on se tait. Si vous vous taisez, vous avez une promotion. C'est la loi du silence. Et ça continue encore.

Vous avez été black-listée ?

Oui, mon nom a été mis sur une liste noire officieuse dont j'ai appris l'existence par l'ancien secrétaire général, Kofi Annan. En Bosnie, j'avais monté des équipes de lutte contre la traite des personnes aux fins sexuelles, j'ai fait fermer tous les bordels et tous les endroits dans lesquels ces braves fonctionnaires de l'ONU ne pouvaient plus aller. On m'avait fait comprendre que si les Casques bleus ne pouvaient plus "exercer leurs droits de l'homme", ça le "faisait pas".

Propos recueillis par Sarah Diffalah